



Canadian Alliance of Student Associations
Alliance canadienne des associations étudiantes

Mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2019

Présenté par l'Alliance canadienne des associations étudiantes



Résumé des recommandations

- **Recommandation n°1 :** Que le gouvernement fédéral accorde aux nouveaux diplômés de niveau postsecondaire une période de six mois sans intérêt avant qu'ils ne commencent à rembourser leurs prêts étudiants.
- **Recommandation n°2 :** Que le gouvernement fédéral collabore avec d'autres provinces afin de rendre le Bon d'études canadien plus facilement accessible en intégrant les recommandations du Régime enregistré d'épargne-études au service d'enregistrement des naissances en ligne.
- **Recommandation n°3 :** Que le gouvernement fédéral crée une bourse canadienne aux étudiants non remboursable à l'intention des étudiants des cycles supérieurs qui ont des besoins financiers élevés, au coût estimatif de 58 millions de dollars.
- **Recommandation n°4 :** Que les trois organismes utilisent une partie de cet argent pour réinvestir dans les programmes étudiants. Nous recommandons une augmentation de 25 millions de dollars des programmes étudiants pour chacun des trois organismes.
- **Recommandation n°5 :** Que le gouvernement fédéral supprime l'obligation pour les étudiants étrangers de demander un permis de travail supplémentaire pour prendre part à des stages, notamment coopératifs, et qu'il autorise plutôt automatiquement ces stages en vertu du permis d'études pour étudiants étrangers.



Introduction

L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est un organisme de défense non partisan et sans but lucratif qui représente 270 000 étudiants de niveau postsecondaire au Canada. Grâce à son partenariat avec l'Union étudiante du Québec, l'ACAE représente en outre 79 000 étudiants au Québec. L'ACAE est le porte-parole national sur les questions touchant les étudiants; nous sommes heureux d'avoir l'occasion de partager la vision de notre organisme en matière d'éducation postsecondaire inclusive qui assurera la compétitivité du Canada.

Bâtir une économie inclusive en réduisant la dette étudiante

L'ACAE est d'avis que tout étudiant désireux de poursuivre des études postsecondaires ne devrait pas être confronté à des obstacles à l'accès et qu'aucun étudiant ne devrait accumuler une dette déraisonnable et insoutenable dans la poursuite de ses études. L'atteinte de cet idéal aiderait non seulement les Canadiens à atteindre leur plein potentiel, mais permettrait également au Canada de produire une population qualifiée et de devenir un chef de file sur la scène mondiale.

Le rapport de l'OCDE, intitulé *Pour une croissance plus forte et plus inclusive au Canada*, révèle que même si l'économie canadienne est en croissance, ce ne sont pas tous les groupements de population qui en ont bénéficié de façon égale. Les inégalités historiques et sociétales nous indiquent que les Autochtones, les femmes, les étudiants adultes, les migrants et les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont plus susceptibles d'être sans emploi ou sous-employés¹. Par ailleurs, nous savons que l'éducation postsecondaire contribue grandement à l'économie d'un pays, tout en réduisant les inégalités sociales en uniformisant les règles du jeu et en créant des possibilités durables de réussite². Pour que le Canada soit concurrentiel sur la scène mondiale, le gouvernement doit s'engager à créer un système d'enseignement postsecondaire novateur et de grande qualité qui soit accessible et abordable pour tous.

Bien que l'accès à l'aide financière au Canada ait augmenté au cours des dernières années, les niveaux élevés que représentent le taux préférentiel + 2,5 % pour les prêts variables et le taux préférentiel + 5 % pour les prêts fixes imposent un endettement

¹ Pour une croissance plus forte et plus inclusive au Canada (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2017), p. 12-14. <http://www.oecd.org/fr/industrie/pour-une-croissance-plus-forte-et-plus-inclusive-au-canada-9789264278585-fr.htm>
² *Ibid.*



difficile à rembourser pour les jeunes Canadiens³. Les taux d'intérêt imposés sur la portion fédérale des prêts étudiants sont supérieurs au taux du marché ainsi qu'aux taux offerts par les autres pays de l'OCDE⁴. De plus, le fait que les intérêts commencent à courir immédiatement sur les prêts étudiants ne donne pas suffisamment de temps aux étudiants pour trouver un emploi, ce qui prend en moyenne cinq mois au Canada⁵. Afin de faciliter la transition des nouveaux diplômés vers le marché du travail, plusieurs provinces offrent maintenant une période de six mois sans intérêt sur les prêts étudiants. Toutefois, à l'insu de la plupart des étudiants, cette période sans intérêt ne s'applique qu'à la portion financée par la province (environ 40 %) de leur prêt⁶. Par conséquent, il arrive souvent que les étudiants aient l'impression d'avoir été trompés et se sentent dépassés lorsqu'ils se rendent compte des intérêts qui se sont accumulés depuis l'obtention de leur diplôme. Cette incohérence, jumelée aux taux d'intérêt élevés sur les prêts étudiants, remet en question l'abordabilité de l'éducation postsecondaire que permet le système d'aide financière au Canada.

L'ACAE recommande que le gouvernement fédéral accorde aux nouveaux diplômés une période de six mois sans intérêt avant de commencer à rembourser leurs prêts étudiants.

Encourager l'épargne-études des jeunes enfants

L'ACAE croit que le gouvernement fédéral peut faire davantage pour aider les Canadiens des classes inférieure et moyenne à épargner en vue des études de leurs enfants. Le gouvernement appuie actuellement les ménages en versant jusqu'à 2 000 \$ de bons d'études canadiens (BEC) dans leur régime enregistré d'épargne-études (REEE)⁷. Bien qu'aucune cotisation ne soit exigée des ménages pour recevoir le bon, le rapport annuel du Programme canadien pour l'épargne-études révèle que « près de 80 % des enfants qui ont reçu un BEC en 2014 ont également reçu une contribution à leur REEE »⁸. Cela démontre que le fait de verser des cotisations initiales dans un REEE incite les ménages à accorder la priorité aux études de leurs enfants et à épargner en vue de leurs études futures. De telles interventions précoces

³ Taux d'intérêt sur les prêts d'études canadiens (gouvernement du Canada). <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/education/pre-estudiants/taux-interet.html>

⁴ Bureau du surintendant des institutions financières Canada, *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants au 31 juillet 2014*, Ottawa (Ontario), janvier 2016. http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/Docs/CSLP_2014.pdf

⁵ Emploi et Développement social Canada, *Durée du travail et du chômage*, Indicateurs du bien-être au Canada, juillet 2015. <http://well-being.esdc.gc.ca/misme-iowb/.3ndic.1t.4r@-eng.jsp?iid=15>

⁶ University of Toronto Enrolment Services. *OSAP and Professional Experience Year: Information and Useful Tips*, p. 1 [EN ANGLAIS SEULEMENT]. <http://engineeringcareers.utoronto.ca/files/2015/09/OSAP-INFO-FOR-PEY-STUDENTS-Handout2016.pdf>

⁷ Bon d'études canadien – Aperçu. Gouvernement du Canada. Emploi et Développement social Canada. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/bon-etudes.html>

⁸ Emploi et Développement social Canada, *Rapport annuel 2014 de la SCEE*, Ottawa (Ontario), février 2016 [TRADUCTION]. http://www.esdc.gc.ca/en/reports/cslp_cesp/cesp_2014.page



se sont révélées efficaces pour inciter les étudiants des communautés marginalisées à faire des études supérieures, comme le démontrent des programmes comme « Passeport pour ma réussite Canada »⁹.

Bien que le Bon d'études canadien offre un soutien essentiel aux futurs étudiants issus de milieux financièrement défavorisés, nous constatons malheureusement que seulement 31 % des ménages à faible revenu admissibles y ont accès¹⁰. Les raisons en sont nombreuses, notamment un manque de sensibilisation au programme, des difficultés à accéder à une institution financière pour les personnes vivant dans des régions rurales et éloignées, l'absence d'un numéro d'assurance sociale valide et la méfiance générale à l'égard des institutions financières¹¹. Bien que chacun de ces obstacles doive être éliminé, **l'ACAE recommande que le gouvernement fédéral collabore avec les autres provinces, comme il l'a fait en Ontario¹², pour rendre le BEC plus facilement accessible en intégrant les recommandations aux REEE au service d'enregistrement des naissances en ligne.**

Rendre les études supérieures inclusives

Bien que le gouvernement ait fait des investissements importants dans la recherche dans le dernier budget, il est possible d'en faire davantage pour appuyer directement les étudiants diplômés, qui sont des moteurs clés de l'innovation et de la compétitivité du Canada. Dans l'économie du savoir d'aujourd'hui, où la réussite dans le marché du travail passe par un ensemble diversifié de compétences, un nombre sans précédent d'étudiants s'inscrivent à des programmes d'études supérieures¹³. La prolifération de ces derniers et le niveau élevé d'étudiants retournant aux études contribue sans aucun doute à l'avancement du Canada en tant que chef de file mondial de la recherche et de l'innovation. Toutefois, le coût des études supérieures peut dissuader de nombreux candidats brillants de poursuivre des études supérieures. En fait, quatre étudiants sur dix font état de préoccupations financières et de dettes ayant une incidence sur leur décision de poursuivre ou non leurs études après un baccalauréat¹⁴.

⁹ Passeport pour ma réussite Canada, *Résumé des résultats de 2013-2014*, Toronto (Ontario).

https://www.pathwaystoeducation.ca/sites/default/files/editor_uploads/pdf/Results%20Summary%202013-2014.pdf

¹⁰ *Ibid.* Note 8.

¹¹ Bellefontaine, Teresa. "ESDC Innovation Lab: Finding Points of Leverage." Canada Learning Bond Champions Network, Annual Meeting, 7 February 2018, Novotel Hotel, 3 Park Home Avenue, Toronto (Ontario) [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹² Emploi et développement social Canada. *Le gouvernement du Canada s'associe avec le gouvernement de l'Ontario pour ajouter une nouvelle fonction au Service d'enregistrement des nouveau-nés de la province.* <https://www.newswire.ca/fr/news/emploi-et-developpement-social-canada>

¹³ Tendances dans le milieu universitaire. Vue d'ensemble des effectifs. Universités Canada. 2011. <https://www.univcan.ca/wp-content/uploads/2015/11/tendances-dans-le-milieu-universitaire-vol1-effectifs-juin-2011.pdf>

¹⁴ Sondage auprès des étudiants de dernière année 2018 : Rapports généraux (Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires, juin 2018). http://cusc-creu.ca/?page_id=207&lang=fr



À l'heure actuelle, les étudiants des cycles supérieurs ne sont pas admissibles aux bourses d'études canadiennes et n'ont plus accès à des crédits d'impôt en raison de la réorientation du gouvernement fédéral du financement de l'aide aux étudiants vers le Programme canadien de bourses aux étudiants. Cela signifie que de nombreuses personnes brillantes sont exclues des études supérieures en raison d'obstacles financiers. Par exemple, les personnes à faible revenu, les Autochtones, les minorités raciales, les parents ou les personnes aux prises avec un handicap ou des problèmes de santé mentale font face à de nombreux obstacles supplémentaires et intersectionnels qui peuvent les empêcher de maintenir les notes nécessaires pour l'obtention de bourses privées. Pour que les études supérieures au Canada demeurent inclusives, le gouvernement doit offrir aux étudiants des cycles supérieurs une aide financière fondée sur les besoins.

L'ACAE recommande que le gouvernement fédéral crée une bourse canadienne pour étudiants immédiate et non remboursable pour les étudiants des cycles supérieurs qui ont des besoins financiers élevés, au coût estimatif de 58 millions de dollars.

Bien que l'engagement du Canada à l'égard de la recherche se manifeste par son investissement de 925 millions de dollars dans la recherche dans le budget de 2018¹⁵, seule une faible portion de cet investissement profitera directement aux étudiants. La grande majorité de ces fonds sont plutôt versés au corps professoral, de telle sorte que de nombreux futurs étudiants chercheurs sont abandonnés à leur sort. De plus, environ 2 % seulement des étudiants des cycles supérieurs reçoivent des bourses de recherche des trois organismes¹⁶. Il n'est donc pas surprenant que le Canada tire de l'arrière par rapport à ses concurrents pour ce qui est de produire des personnes hautement qualifiées, notamment des diplômés de doctorat¹⁷. Ces faits montrent que le gouvernement peut faire davantage pour appuyer les étudiants diplômés, qui font progresser l'économie canadienne et qui apportent de nouvelles idées et solutions aux défis mondiaux.

De 2011 à 2015, le gouvernement du Canada a effectué des compressions importantes dans les trois organismes, ce qui a nui considérablement aux étudiants chercheurs. Dans le creux de la vague, en 2014, les trois organismes ont collectivement perdu 37 millions de dollars de leur financement. Lorsqu'on tient compte du taux d'inflation de 1,99 % de l'époque, en dollars constants, les organismes avaient collectivement perdu 87 millions de dollars en précieux financement de la

¹⁵ *Ibid.* p. 88

¹⁶ *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays* (L'examen du soutien fédéral aux sciences, 2017). <http://www.examen-science.ca/eic/site/059.nsf/fra/accueil>

¹⁷ *Diplômés du doctorat* (Conference Board du Canada). <https://www.conferenceboard.ca/hcp/francais.aspx>



recherche¹⁸. Malgré le fait que le gouvernement ait investi de façon digne de mention dans la recherche depuis, le montant de l'aide à la recherche des trois organismes accordée directement aux étudiants n'atteint toujours pas les niveaux qu'il atteignait avant les compressions de 2011¹⁹. L'ACAE et l'UEQ ont été déçues d'apprendre que, malgré la promesse de nouveaux fonds de recherche dans le budget de 2018, les trois organismes ne rétabliront pas le financement des étudiants à son niveau d'avant 2011.

Le fait d'accorder des fonds de recherche directement aux étudiants profite à tout le monde, car les étudiants sont non seulement les innovateurs de demain, mais ceux d'aujourd'hui également. **L'ACAE et l'UEQ recommandent en outre que les trois organismes utilisent une partie de cet argent pour réinvestir dans les programmes destinés aux étudiants. Plus précisément, nous recommandons une augmentation de 25 millions de dollars du financement des programmes destinés aux étudiants pour chacun des trois organismes.**

Prévenir l'exode des cerveaux des étudiants internationaux

Le Canada fait face à un exode des cerveaux, car des personnes talentueuses choisissent de quitter le pays pour profiter de meilleures possibilités à l'étranger. C'est particulièrement vrai pour les étudiants étrangers qui font face à de nombreux obstacles bureaucratiques en tentant de s'intégrer à l'économie canadienne.

Bien que les établissements postsecondaires canadiens investissent beaucoup pour attirer les meilleurs étudiants étrangers, les mesures de soutien nécessaires pour les retenir et les aider pendant leur transition vers la société canadienne font défaut. Par exemple, un permis d'études permet aux étudiants étrangers de travailler jusqu'à 20 heures par semaine, mais les étudiants étrangers doivent demander un permis de travail distinct s'ils souhaitent poursuivre une activité d'apprentissage coopératif ou intégré au travail²⁰. Cette étape supplémentaire constitue un obstacle important pour les étudiants qui cherchent une occasion d'apprentissage intégré au travail et, dans certains cas, le retard empêche les étudiants étrangers de participer. Considérant que l'apprentissage intégré au travail est de plus en plus reconnu comme un élément essentiel d'une éducation postsecondaire de qualité et qu'il constitue également la

¹⁸ FAÉCUM (2017), Programmes de financement des étudiants avec les trois organismes.

¹⁹ *Ibid.* p. 2

²⁰ *Travailler en tant que stagiaire ou participant à un programme coopératif* (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada).

<https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/travail/stagiaire.html>



voie d'accès à l'emploi la plus directe pour les nouveaux diplômés²¹, cela impose d'importantes limitations aux diplômés étrangers.

Face à ces obstacles bureaucratiques, les étudiants étrangers très instruits choisissent de quitter le pays pendant que les entreprises canadiennes manquent de talent. Permettre aux étudiants étrangers d'avoir facilement accès à des programmes d'alternance travail-études et à des possibilités de stage aidera à retenir et à favoriser le talent au Canada, ce qui permettra au pays de soutenir la concurrence sur la scène mondiale. **L'ACAE recommande que le gouvernement fédéral supprime l'obligation pour les étudiants étrangers de demander un permis de travail supplémentaire pour poursuivre des stages, notamment coopératifs, et qu'il autorise automatiquement ces stages en vertu du permis d'études pour étudiants étrangers.**

²¹ Taking the Pulse of Work-Integrated Learning in Canada. Business Higher Education Roundtable Canada. Academica Group. April 2015. [EN ANGLAIS SEULEMENT]. <http://bher.ca/wp-content/uploads/2016/10/BHER-Academica-report-full.pdf>